



Déclaration de Hangzhou à l'occasion de la Journée Internationale de Lutte contre la Corruption

9 décembre 2017

BROUILLON SOUMIS A APPROBATION

Introduction

L'Assemblée Générale des Nations Unies a déclaré le 9 décembre la Journée Internationale de lutte contre la corruption, observée annuellement. L'objectif de cette journée est de sensibiliser aux effets négatifs de la corruption et à la nécessité de la prévenir et de la combattre. L'un des principaux instruments internationaux disponibles aujourd'hui est la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée en 2003 et ratifiée aujourd'hui par 182 parties.

L'Agenda 2030, à travers l'Objectif 16, appelle à des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux. Cela comprend des gouvernements locaux et régionaux forts, capables et transparents, et cela exige d'eux de devenir plus efficaces dans la lutte contre la corruption et plus ouverts à leurs citoyens. L'Objectif 16 représente une excellente occasion pour que les gouvernements locaux et régionaux soient des catalyseurs du changement, car ils sont le niveau de gouvernement le mieux placé pour lier les objectifs mondiaux avec les communautés locales.

Dans le but de réaffirmer cet engagement, plusieurs réseaux de gouvernements locaux ont approuvé la *Déclaration de Paris* lors de la Journée internationale de lutte contre la corruption de 2016 qui s'est tenue à l'Hôtel de Ville de Paris, lors du Sommet du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert accueilli par la France.

Cette année, les gouvernements locaux et régionaux soussignés et leurs associations souhaitent renouveler l'engagement de travailler à des villes et des territoires plus transparents, responsables et participatifs en approuvant la déclaration conjointe suivante, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption du 9 décembre 2017.

Déclaration de Hangzhou 2017

À l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption de 2017, les gouvernements locaux et régionaux soussignés et leurs associations souhaitent rappeler le rôle essentiel de la transparence, de la responsabilité et de l'engagement citoyen pour une gestion efficiente des villes. Nous souhaitons souligner l'importance de créer et de renouveler la confiance des citoyens dans notre rôle au service du public.

Nous reconnaissons que la corruption constitue un obstacle sérieux à l'égalité, à une gouvernance efficace, à la croissance économique et au développement durable. Des politiques et des législations efficaces en matière de lutte contre la corruption sont nécessaires de toute urgence aux niveaux local, national et international. La corruption mine la légitimité du gouvernement, la confiance du public et l'Etat de droit. Bien que la corruption touche tous les pays, elle a un impact disproportionné sur les populations des pays en développement et touche en premier lieu les plus pauvres. Prévenir et lutter contre la corruption doit être une priorité pour créer les fondations de la démocratie, du développement, de la justice et d'une gouvernance efficace.

La corruption au niveau local peut avoir un impact plus immédiat et plus sévère sur la gouvernance et la confiance de la population par rapport à d'autres niveaux de gouvernement. En tant que gouvernements locaux, nous sommes très visibles car nous sommes proches de nos citoyens. En même temps, les gouvernements locaux et régionaux peuvent profiter de cette proximité pour lancer des actions concrètes de prévention de la corruption en s'engageant dans des politiques actives de transparence, de responsabilité, de participation de la société et de surveillance citoyenne.

Nous croyons que les gouvernements locaux et régionaux sont essentiels pour améliorer les canaux de communication avec les citoyens et accroître leur engagement dans le processus décisionnel. Beaucoup d'entre nous favorisent déjà une participation concrète, un plus grand suivi des dépenses locales et des performances municipales et la prise de conscience de l'importance de gouverner avec le citoyen.

Les gouvernements locaux et régionaux ont avancé pour éradiquer les pratiques de corruption et élaborer des actions concrètes qui reflètent les principes de l'état de droit, d'intégrité, de transparence et de responsabilité, une gestion adéquate des affaires publiques et des ressources, mais il y a consensus que davantage doit être fait.

Nous considérons que ces objectifs ne peuvent être atteints par des actions individuelles seules, mais doivent être le fruit d'une nouvelle approche de gouvernance multi-niveaux, où les gouvernements locaux et nationaux agissent de façon complémentaire et où le dialogue entre le secteur public, le secteur privé et la société civile est constant et constructif.

Nous nous engageons à atteindre l'ODD 16 et à contribuer à des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux. Nous réaffirmons notre engagement à réaliser le Programme de développement mondial 2030 dans nos villes et territoires.

Nous appelons les gouvernements nationaux et les organisations multilatérales à continuer à soutenir les réseaux régionaux et internationaux de gouvernements locaux afin de renforcer les capacités institutionnelles locales pour que la corruption ne se produise pas et que personne ne soit laissé derrière.

En cette Journée internationale de lutte contre la corruption, réaffirmons notre engagement à mettre fin aux pratiques de corruption et à mettre la transparence, la responsabilité et la participation au centre de nos agendas locaux et mondiaux.

Hangzhou, le 9 décembre 2017

Approuvé par les institutions suivantes :

ONU-Habitat, Unité des Gouvernements locaux et décentralisation

A COMPLETER